



FRONT NATIONAL

Fédération des Hautes-Pyrénées

www.fn65.net

www.facebook.com/fnhautespyrenees

Olivier MONTEIL

Secrétaire départemental

FN 65

COMMUNIQUE DU FRONT NATIONAL DES HAUTES PYRENEES

Du 20 septembre 2015

L'INCOMPETENCE DES ELUS FACE AU DESASTRE DE MG CALL

Le franco-tunisien Mohammed Gueday n'a pas créé son entreprise de centre d'appels MG CALL depuis un an qu'elle est déjà en liquidation judiciaire, laissant 120 employés sur le carreau, sans salaire depuis déjà 2 mois.

Ce désastre social est avant tout le résultat de l'incompétence des élus du Grand Tarbes, dont le comportement irresponsable met des dizaines de salariés tarbais à la rue.

Comment concevoir que la communauté d'agglomération du Grand Tarbes ait pu, avec autant de légèreté, mettre à la disposition de Mohammed Gueday un télésite à Bastillac qui a coûté 500 000 € de travaux au contribuable, dont 150 000 € à la simple demande de Mohammed Gueday, inconnu de tous et sans aucune garantie ?

Comment concevoir qu'aucune enquête sérieuse n'ait été préalablement commanditée sur Mohammed Gueday, pourtant dirigeant de plusieurs sociétés des plus opaques en Tunisie (Sousse) ou au Maroc (Casablanca), mais également en France (« conseil en affaires » Lystel à Rambouillet) et aux capitaux si peu sérieux (MG CALL de Tarbes au capital de...1000 €, Institut Relations Clients de Tarbes au capital de...500 €) ?

Comment concevoir qu'il ait fallu attendre plus d'un semestre pour s'apercevoir qu'aucun opérateur téléphonique ne portait le projet douteux de Mohammed Gueday ?

Qui a vérifié la crédibilité et le fondement des annonces de Mohammed Gueday sur son recrutement de 300 salariés en neuf mois, pour un coût de formation de plus d'1 350 000 € ?

Pour couronner le tout et après avoir engagé la procédure de cessation de paiement de la société, madame le Préfet des Hautes-Pyrénées s'est contentée de proposer comme seule mesure concrète aux salariés...la mise en place d'une cellule psychologique !

Le Front National des Hautes-Pyrénées dénonce ce scandale inacceptable dont, une fois de plus, les Français les plus vulnérables sont victimes. Il dénonce l'incompétence des élus du Grand Tarbes qui ont engagé l'argent public au profit de ce qui s'apparente désormais à une vaste escroquerie.

Il demande que le président de MG CALL réponde de ses actes devant la justice et que les salariés spoliés soient non seulement indemnisés mais également reconnus comme victimes.

Olivier MONTEIL

Secrétaire départemental

☎ 06.65.86.46.65

✉ fn65@frontnational.com

Permanence de Fédération: 41 rue Foch 65000 TARBES

Correspondance à : FN 65 - BP 60512 - 65005 TARBES CEDEX